

Distribution limitée

WHC-2000/CONF.204/INF.14
Paris, le 3 novembre 2000
Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Vingt-quatrième session

**Cairns, Australie
27 novembre - 2 décembre 2000**

Rapports sur les activités de l'UICN, de l'ICOMOS et de l'ICCROM entreprises depuis la vingt-troisième session du Comité du patrimoine mondial et justifications des dépenses selon le plan de travail approuvé par le Comité

RESUME

Ce document contient les rapports des trois organes consultatifs :

- I. UICN
- II. ICOMOS
- III. ICCROM

Ce document doit être lu conjointement avec le document WHC-2000/CONF.204/15 qui présente les demandes de financement par le Fonds du patrimoine mondial des services des organes consultatifs.

APPLICATION DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL EN 1999

RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'UICN

Le Comité du patrimoine mondial, à sa 22e session, à Kyoto, Japon, a approuvé un montant de USD 415 000 pour permettre à l'UICN de remplir ses fonctions d'organe consultatif (biens naturels) auprès du Comité, en 1999. Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a établi les contrats suivants pour l'UICN: 1) contrat no 700.710.9 (services consultatifs et autres au Comité du patrimoine mondial en 1999) pour le montant de USD 340 000 comprenant USD 15 000 pour les études stratégiques mondiales et USD 35 000 pour les services du Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC); 2) contrat no 700.711.9 (Liste du patrimoine mondial en péril et Liste du patrimoine mondial) pour un montant de USD 45 000; et 3) contrat no 700.712.9 (Plan d'action pour la formation de spécialistes en patrimoine naturel) pour un montant de USD 30 000. Le rapport qui suit relate les activités entreprises en 1999, dans le cadre des contrats mentionnés ci-dessus.

L'année 1999 fut, pour l'UICN, une année de transition au cours de laquelle les responsabilités relatives au patrimoine mondial ont été transférées au Programme UICN pour les aires protégées (PAP). 1999 a également vu le plus grand nombre de sites naturels proposés pour inscription de toute l'histoire de la Convention. Pour remplir son rôle, l'UICN a mobilisé, plus que jamais, les ressources de ses réseaux et de ses Commissions. En conséquence, l'investissement du Comité du patrimoine mondial auprès de l'UICN a été extrêmement fructueux. Selon les estimations de l'UICN, l'effet multiplicateur a triplé la valeur des investissements de l'UNESCO dans les réseaux de l'UICN.

1. ÉVALUATION DES SITES PROPOSÉS POUR INSCRIPTION

L'UICN a reçu, pour examen en 1999, 17 propositions d'inscription pour des biens naturels (y compris une proposition différée et une extension) en plus de cinq propositions concernant des biens mixtes (y compris une proposition différée). L'UICN a également coopéré avec l'ICOMOS à l'évaluation d'une proposition concernant un paysage culturel et d'une proposition portant sur un site culturel présentant d'importantes caractéristiques naturelles. Des missions d'experts ont été envoyées dans tous les sites et l'UICN remercie chaleureusement les autorités de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Chine, du Costa Rica, de Cuba, de l'Espagne, de la Fédération de Russie, de l'Indonésie, de l'Italie, de la Mongolie, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, de la Suède et du Viet Nam qui ont reçu ces missions. La presse a assuré une bonne couverture médiatique de plusieurs de ces visites et les missions ont permis de mettre en relief certaines questions essentielles relevant de la Convention du patrimoine mondial.

Pour l'UICN, 1999 a été une année très chargée: le nombre de dossiers examinés est, en effet, passé de huit, en 1998 à 24, en 1999 et le volume de travail associé aux évaluations techniques a, de ce fait, beaucoup augmenté. Les ressources ont été mises à rude épreuve mais l'UICN s'est efforcée de s'acquitter de ses responsabilités avec efficacité et compétence. Pour remplir ses fonctions, au titre de la Convention du patrimoine mondial, l'UICN applique quatre principes:

- i) appliquer, lors de l'évaluation technique, du suivi et d'autres activités connexes, les plus hautes normes de contrôle de qualité et de mémoire institutionnelle;
- ii) utiliser, dans la plus large mesure possible, les réseaux de spécialistes de l'UICN, en particulier de la CMAP mais aussi d'autres Commissions et réseaux compétents, et associer

- les chefs de file des réseaux bénévoles au personnel professionnel de l'UICN, dans le processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions relatif au patrimoine mondial;
- iii) collaborer avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et les États parties, pour analyser comment l'UICN peut appuyer la Convention du patrimoine mondial, dans un esprit créatif et avec toute l'efficacité voulue, et renforcer le rôle de sites particuliers qui sont des emblèmes de la conservation de la biodiversité;
 - iv) renforcer le partenariat entre l'UICN et le Centre du patrimoine mondial, l'ICOMOS et l'ICCROM.

En 1999, les méthodes d'évaluation technique ont changé: plutôt que le personnel du Secrétariat, ce sont des membres des réseaux d'experts de la CMAP qui ont mené la plupart des missions. Cette nouvelle démarche a favorisé une plus grande participation des experts régionaux du patrimoine naturel et a renforcé la capacité de l'UICN de mener à bien ses activités dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial. Plus de 100 membres du réseau de l'UICN ont également servi de réviseurs indépendants pour les propositions d'inscription. Les rapports des missions de terrain et ceux des réviseurs indépendants ont été revus en détail lors d'une séance de travail du Groupe opérationnel de l'UICN sur le patrimoine mondial, organisée au siège de l'UICN, en avril 1999. Le PAP a ensuite préparé les rapports d'évaluation technique définitifs qui ont été soumis à la 23e réunion ordinaire du Bureau.

L'UICN a envoyé cinq représentants à la réunion du Bureau du patrimoine mondial à Paris, en juillet, pour présenter 14 dossiers. Les conditions climatiques n'ayant pas permis d'envoyer des missions d'évaluation dans certains sites de l'hémisphère nord avant la réunion du Bureau, plusieurs dossiers n'ont pas pu être présentés au Bureau et les rapports d'évaluation technique de ces sites ont été présentés à la réunion de novembre du Bureau.

À la réunion de juillet, le Bureau a statué sur les 14 dossiers présentés. Des informations supplémentaires ont été requises pour quatre dossiers. Le Groupe opérationnel de l'UICN s'est réuni en septembre 1999 afin d'évaluer les informations supplémentaires fournies par les États parties, puis le PAP a mis la dernière main aux rapports d'évaluation technique pour le Comité du patrimoine mondial. Les fiches techniques de toutes les nouvelles propositions ont été préparées par le WCMC.

En 1999, l'UICN s'est efforcée plus particulièrement d'apporter un appui à l'ICOMOS en ce qui concerne les paysages culturels ainsi que d'autres propositions culturelles aux caractéristiques naturelles importantes. L'UICN reconnaît que la nature et la culture sont étroitement liées et que de nombreux biens naturels du patrimoine mondial présentent d'importantes valeurs culturelles.

2. RAPPORT SUR L'ÉTAT DE CONSERVATION DES BIENS NATURELS DU PATRIMOINE MONDIAL

Le 1er mai, l'UICN a remis des rapports écrits sur l'état de 35 sites qui ont été intégrés au rapport présenté par le Centre du patrimoine mondial à la réunion de juillet du Bureau du patrimoine mondial. Le 1er octobre, l'UICN a soumis des rapports écrits sur l'état de 55 sites qui ont été intégrés au rapport du Centre du patrimoine mondial soumis à la réunion de novembre du Bureau du patrimoine mondial. L'UICN a présenté des rapports oraux sur la plupart de ces sites aux réunions de juillet et de novembre du Bureau. Le personnel de l'UICN et des membres de la CMAP ont participé à des missions d'experts sur le terrain afin d'évaluer l'état de conservation des biens suivants:

1. Parc national d'Iguaçu, Brésil;
2. Parc national Sangay, Équateur;
3. Sanctuaire de baleines d'El Vizcaino, Mexique;
4. Parc national de l'Ichkeul, Tunisie;
5. Parc national Canaima, Venezuela;
6. Machu Picchu, Pérou.

Le personnel de l'UICN et des membres de la CMAP ont participé à des réunions d'experts afin d'évaluer l'état de conservation des biens suivants:

1. St. Kilda, Royaume-Uni;
2. Doñana, Espagne.

Outre ces missions et réunions, les experts de l'UICN ont entrepris plusieurs missions dans des régions du patrimoine mondial et les résultats ont également été versés aux rapports de l'UICN sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial.

3. ATELIERS DE FORMATION ET RÉUNIONS D'EXPERTS

Des représentants de l'UICN ont assisté à plusieurs ateliers de formation et autres réunions relatives à la Convention du patrimoine mondial.

L'UICN a participé à cinq (5) ateliers de formation et à seize (16) réunions d'experts durant l'année 1999:

MOIS	TITRE	LIEU	EXPERTS UICN
Ateliers de formation			
Mai	Biens du patrimoine mondial dans les pays arabes	Égypte	Faisal Abu-Izzedin
Juillet	Atelier de formation au lac Baikal pour les gestionnaires du patrimoine mondial	Russie	Stephen Flemming
Août	Atelier de formation UNITAR/KIWC pour la planification intégrée de la conservation et du développement: le rôle des accords multilatéraux relatifs à la diversité biologique	Japon	Peter Valentine
Août	Séminaire national sur la Convention du patrimoine mondial	Argentine	Mario Gabaldon
Octobre	Séminaire de formation pour les autorités nationales et locales sur l'application de la Convention du patrimoine mondial en RPD de Corée	RPD de Corée	Warren Nicholls
Réunions d'experts			
Février	Le patrimoine mondial dans de jeunes mains: un atelier sur un dossier pédagogique pour les enseignants	France	Allan Fox
Mars	Réunion sur les paysages culturels africains	Kenya	Lota Melamari
Avril	Groupe opérationnel de l'UICN sur le patrimoine mondial	Suisse	Jerry Harrison Rolf Hogan PHC Lucas Adrian Phillips Pedro Rosabal David Sheppard Jim Thorsell
Avril	Réunion d'information sur le Parc national de Kakadu	France	Jim Thorsell

MOIS	TITRE	LIEU	EXPERTS UICN
Juin	Investissement privé dans les biens du patrimoine mondial en Afrique	France	Jim Thorsell
Juin	Réunion internationale sur la gestion des paysages protégés	États-Unis	Adrian Philips
Juin	Réunion d'experts sur la préparation de directives de gestion pour les paysages culturels	Slovaquie	Mike Beresford
Juillet	Réunion du Comité directeur de la CMAP	Russie	PHC Lucas
Août	Réunion de la stratégie globale pour le Pacifique à Port Vila	Vanuatu	Peter Hitchcock
Août	Atelier sur la stratégie nationale concernant la conservation des biens naturels du patrimoine mondial en Chine	Chine	Les Molloy
Septembre	Atelier du Kilimandjaro	Tanzanie	Humphrey Kisioh
Septembre	Réunion régionale thématique d'experts sur les paysages culturels en Europe de l'Est	Pologne	Zoltán Szilassy
Septembre	Groupe opérationnel de l'UICN sur le patrimoine mondial	Conférence téléphonique	Rolf Hogan PHC Lucas Adrian Phillips Pedro Rosabal David Sheppard Jim Thorsell
Septembre	2e Forum régional de la CMAP en Asie du Sud-Est	RDP lao	Adrian Phillips Jeffrey McNeely Adrian Phillips
Septembre	Évaluer l'efficacité de la gestion dans les biens du patrimoine mondial	Royaume-Uni	Mark Hockings
Novembre	Réunion de la CMAP sur les aires protégées méditerranéennes: état, pertinence, gestion et formation, Parc national Cilento	Italie	Membres de la CMAP d'Europe et d'Afrique du Nord/Moyen-Orient
Novembre	4e Forum de la jeunesse sur le patrimoine mondial en de jeunes mains	Maroc	Driss Basri

Les membres de l'UICN et de la CMAP ont également aidé le Centre et les États parties, de différentes manières, notamment pour la mise en place d'un poste au Bureau du Pacifique de l'UNESCO à Apia, Samoa, afin de promouvoir le patrimoine mondial dans le Pacifique, et pour la planification de deux ateliers pour la région Asie/Pacifique, au Japon et en Nouvelle-Zélande, en 2000.

4. ÉTUDES MONDIALES POUR LE PATRIMOINE NATUREL

L'UICN a poursuivi ses études mondiales de la couverture de biomes choisis dans le cadre du patrimoine mondial. De nouveaux documents de travail ont été entamés en 1999 avec la coopération du WCMC sur les thèmes «biodiversité» et «caractéristiques géologiques». Ces études devraient être terminées en 2000.

5. ADMINISTRATION

L'UICN a participé à deux réunions des organes consultatifs du Centre du patrimoine mondial, en février, à Gland et en septembre, à Paris. Le personnel professionnel de l'UICN à Gland a consacré beaucoup de temps aux travaux actuels et futurs de la Convention du patrimoine mondial, notamment

deux séances du Groupe opérationnel de l'UICN sur le patrimoine mondial (avril et septembre) et un membre du personnel de l'UICN a également participé à la douzième session de l'Assemblée générale des États parties.

6. PROJETS DE TERRAIN DANS LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

L'UICN s'occupe d'un certain nombre de projets dans les biens du patrimoine mondial, dont la valeur globale dépasse USD 1 million. La liaison avec les projets du WWF dans les biens naturels du patrimoine mondial a également été maintenue. L'UICN a collaboré étroitement avec le Centre du patrimoine mondial, en 1999, afin de mettre au point des propositions de financement pour soutenir les activités dans certains biens clés du patrimoine mondial tels que les Galápagos et les biens du patrimoine mondial de la République démocratique du Congo. L'UICN a participé étroitement, en 1999, avec le Centre et la Fondation des Nations Unies, à la préparation d'une proposition conjointe afin de soutenir certains biens du patrimoine mondial.

7. AVIS AUX ÉTATS PARTIES

Presque quotidiennement, l'UICN répond à des demandes d'information émanant d'États parties et d'organismes et groupes locaux sur différentes questions en rapport avec la Convention ou la gestion de sites. Les membres de la CMAP interviennent le plus possible pour fournir des avis techniques sur des questions relatives aux biens du patrimoine mondial.

8. PUBLICATIONS

Outre les rapports d'évaluation et de suivi transmis au Bureau et au Comité, les ouvrages et les exposés suivants, relatifs au patrimoine mondial, ont été publiés en 1999:

- Anonymous. *Management Effectiveness: the Case of World Natural Heritage: Summary of an International Workshop*. International Expert Workshop on Management Effectiveness of Protected Areas: the Case of World Natural Heritage. September 27-29 1999, UK. IUCN-WCPA Task Force on Management Effectiveness.
- Michael Beresford. *The Assessment of Natural Qualities in Cultural Landscapes*, presentation to the Expert Meeting on the Preparation of management Guidelines for Cultural Landscapes. 1-4 June 1999. Nanska Stavnica, Slovakia.
- Peter Valentine. *The Science Behind Ecosystem Management*. Presentation at the UNITAR/KIWC Training Workshop for the Integrated Conservation and Development Planning: The Role of Multilateral Agreements Relating to Biological Diversity. 28 August-2 September 1999. Kushiro, Japan.

Annexe A

Exécution par l'UICN des contrats confiés par l'UNESCO pour le patrimoine mondial

Termes des contrats	Résultats UICN	Commentaires
1. <u>État de conservation</u>		
1.1. Rapports écrits sur l'état de conservation de dix (10) biens naturels et mixtes au moins	Rapports écrits sur l'état de conservation de cinquante-cinq (55) biens naturels et mixtes	La participation de membres de la CMAP et des Bureaux régionaux et nationaux de l'UICN a été un élément clé qui a permis une grande efficacité sur ce point.
1.2. Entreprendre des missions de suivi. Le contrat de 1999 prévoyait quatre (4) missions de suivi par l'UICN.	L'UICN a participé à six (6) missions de suivi et deux (2) tables rondes (St. Kilda et Doñana) pendant l'année: <ul style="list-style-type: none"> • Brésil (Iguaçu) • Équateur (Sangay) • Mexique (El Viscaïno) • Tunisie (Ichkeul) • Venezuela (Canaima) • Espagne (Doñana) • Pérou (Machu Picchu) • Royaume-Uni (St. Kilda) 	
1.3. Autres activités de suivi, par exemple du point de vue de la rédaction d'un rapport sur le Parc national de Kakadu, etc.	Tous les autres termes du contrat ont été remplis par l'UICN en temps voulu et avec compétence.	Le cas de Kakadu a nécessité davantage de temps et de travail que prévu. Il a également supposé un long processus de consultation et de négociation avec les autorités australiennes.
2. <u>Évaluation des propositions</u>		
2.1. Évaluations écrites de tous les sites proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 1999	Vingt-quatre (24) dossiers ont été évalués par l'UICN en 1999 et des évaluations écrites complètes sur tous les sites ont été fournies en temps voulu au Centre du patrimoine mondial.	<ol style="list-style-type: none"> 1. 1999 a été marquée par le plus grand nombre de biens naturels jamais proposés dans l'histoire de la Convention du patrimoine mondial. 2. Les activités ont été entreprises en faisant appel à toutes les ressources disponibles dans les vastes réseaux de l'UICN. Toutefois, les ressources ont été utilisées jusqu'à l'extrême limite et l'UICN estime ne pas

Termes des contrats	Résultats UICN	Commentaires
		pouvoir continuer d'évaluer ce nombre de propositions sans ressources supplémentaires.
<p>3. <u>Formation</u></p> <p>3.1. Participer à quatre (4) ateliers et séminaires de formation et de planification stratégique régionaux, nationaux et/ou concernant des sites particuliers.</p>	<p>L'UICN a participé à cinq (5) ateliers de formation qui ont eu lieu dans les pays suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Argentine (séminaire national) • Égypte (biens du patrimoine mondial dans les pays arabes) • RPD de Corée (mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en RPD de Corée) • Japon (formation des gestionnaires du patrimoine mondial) • Fédération de Russie (lac Baïkal) 	<p>Outre cette participation, le personnel de l'UICN et les membres des réseaux ont présenté des exposés devant différents autres forums, internationaux et nationaux, relatifs au patrimoine mondial.</p>
<p>4. <u>Réunions d'experts</u></p> <p>4.1 Assister à des réunions d'experts convoquées par le Centre du patrimoine mondial ou en collaboration avec le Centre ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire aux évaluations de l'UICN et à la coordination pertinente des travaux avec le Centre du patrimoine mondial.</p>	<p>L'UICN a participé à seize (16) réunions d'experts qui ont eu lieu dans les pays suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chine (stratégie nationale) • France (éducation relative au patrimoine mondial) • France (investissement privé) • France (réunion d'information sur Kakadu) • Italie (aires protégées méditerranéennes) • Kenya (paysages culturels d'Afrique) • Maroc (Forum de la jeunesse) • RDP lao (Forum régional CMAP) • Pologne (paysages culturels) 	<p>Le financement de l'UNESCO a permis la participation de l'UICN à neuf (9) réunions d'experts seulement.</p>

Termes des contrats	Résultats UICN	Commentaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Fédération de Russie (Comité directeur CMAP) • Slovaquie (paysages culturels) • Suisse (Groupe opérationnel UICN) • Tanzanie (Kilimandjaro) • Royaume-Uni (efficacité de la gestion) • États-Unis (paysages protégés) • Vanuatu (réunion sur la stratégie globale du Pacifique) 	
<p>5. Études mondiales 5.1 Entreprendre des activités stratégiques mondiales.</p>	Des documents stratégiques mondiaux ont été entamés en 1999.	En raison de la charge de travail associée au nombre record de propositions, l'UICN n'a pas pu terminer les deux études mondiales entamées en 1999. Ces études seront présentées au Comité du patrimoine mondial en 2000.

RAPPORT DE SITUATION

ACTIVITÉS DE L'UICN EN APPUI À LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

1er janvier au 1er octobre 2000

Le Comité du patrimoine mondial, à sa 23e session, à Marrakech, Maroc, a approuvé un montant de USD 456 500 pour permettre à l'UICN de remplir ses fonctions d'organe consultatif (biens naturels) auprès du Comité, en 2000. Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a établi les contrats suivants pour l'UICN: 1) contrat no 700.558.0 (services consultatifs et autres au Comité du patrimoine mondial en 2000) pour le montant de USD 370 000 comprenant USD 15 000 pour les études stratégiques mondiales et USD 35 000 pour les services du Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC); 2) contrat no 700.534.0 (Liste du patrimoine mondial en péril et Liste du patrimoine mondial) pour un montant de USD 56 500; et 3) contrat no 700.553.0 (Plan d'action pour la formation de spécialistes en patrimoine naturel) pour un montant de USD 30 000. Le rapport qui suit est une mise à jour des activités entreprises à ce jour, dans le cadre des contrats mentionnés ci-dessus.

L'année 2000 fut, pour l'UICN, une année de renforcement des activités relatives au patrimoine mondial au sein du Programme UICN pour les aires protégées (PAP). Le nombre de sites naturels proposés pour inscription est resté élevé : l'UICN a évalué 23 dossiers. Pour remplir son rôle, l'UICN a mobilisé, plus que jamais, les ressources de ses réseaux et de ses Commissions. En conséquence, l'investissement du Comité du patrimoine mondial auprès de l'UICN a été extrêmement fructueux. Selon les estimations de l'UICN, l'effet multiplicateur a triplé les investissements de l'UNESCO dans les réseaux de l'UICN. Toutefois, comme l'UICN le mentionnait dans son Rapport d'activités pour 1999, les ressources ont été utilisées à l'extrême limite et l'UICN ne pourra pas continuer d'évaluer ce nombre de propositions sans ressources supplémentaires.

9. ÉVALUATION DES SITES PROPOSÉS POUR INSCRIPTION

L'UICN a reçu, pour examen en 2000, 16 propositions d'inscription de biens naturels (y compris une proposition de changement de nom, deux propositions d'extension et une proposition différée) en plus de six propositions concernant des biens mixtes (y compris deux propositions différées). Une proposition concernant un site naturel a été retirée par l'État partie avant que l'UICN ait envoyé une mission sur place. L'UICN a également coopéré avec l'ICOMOS à l'évaluation de dossiers concernant deux paysages culturels (y compris une proposition différée). Des missions d'experts ont été envoyées dans 19 sites et l'UICN remercie chaleureusement les autorités de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la Chine, de la Croatie, de la Fédération de Russie, de l'Italie, de la Lituanie, de la Malaisie, du Népal, de la Suède, du Suriname et du Viet Nam qui ont reçu ces missions. La presse a assuré une bonne couverture médiatique de plusieurs de ces visites et les missions ont permis de mettre en relief certaines questions essentielles relevant de la Convention du patrimoine mondial.

Comme en 1999, le volume de travail associé aux évaluations techniques a été considérable. Les ressources ont été mises à rude épreuve mais l'UICN s'est efforcée de remplir ses

responsabilités avec efficacité et compétence. Pour remplir ses fonctions, au titre de la Convention du patrimoine mondial, l'UICN applique quatre principes:

- i) appliquer, lors de l'évaluation technique, du suivi et d'autres activités connexes, les plus hautes normes de contrôle de qualité et de mémoire institutionnelle;
- ii) utiliser, dans la plus large mesure possible, les réseaux de spécialistes de l'UICN, en particulier de la CMAP mais aussi d'autres Commissions et réseaux compétents, et associer les chefs de file des réseaux bénévoles au personnel professionnel de l'UICN, dans le processus d'élaboration de la politique relative au patrimoine mondial et de prise de décisions;
- iii) collaborer avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et les États parties, pour analyser comment l'UICN peut appuyer la Convention du patrimoine mondial, dans un esprit créatif et avec toute l'efficacité voulue, et renforcer le rôle de sites particuliers qui sont des emblèmes de la conservation de la biodiversité;
- iv) renforcer le partenariat entre l'UICN et le Centre du patrimoine mondial, l'ICOMOS et l'ICCROM.

En 2000, les membres du réseau d'experts de la CMAP ont mené un grand nombre de missions, ce qui favorise une plus grande participation des experts régionaux du patrimoine naturel et renforce la capacité de l'UICN de mener à bien ses activités dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial. Plus de 100 membres du réseau de l'UICN ont également servi de réviseurs indépendants pour les propositions d'inscription. Les rapports des missions de terrain et ceux des réviseurs indépendants ont été revus en détail lors d'une séance de travail du Groupe opérationnel de l'UICN sur le patrimoine mondial, organisée au siège de l'UICN, en avril. Le PAP a ensuite préparé les évaluations techniques définitives qui ont été soumises à la 24^e réunion ordinaire du Bureau. Les fiches techniques de toutes les nouvelles propositions ont été préparées par le WCMC en juin.

L'UICN a envoyé trois représentants à la réunion du Bureau du patrimoine mondial à Paris, en juillet, pour présenter 20 dossiers (un dossier a été retiré par l'État partie concerné avant la réunion). Deux dossiers n'ont pu être présentés au Bureau : en effet, l'UICN avait été informée par les États parties concernés que les missions d'évaluation devaient être reportées jusqu'après la réunion du Bureau, en raison des mauvaises conditions climatiques (un des dossiers a, par la suite été retiré par l'État partie). Un autre dossier différé, sur lequel l'État partie avait envoyé des informations supplémentaires en avril n'a pu être évalué à temps pour la réunion du Bureau. Après consultation entre l'UICN et l'État partie, il fut décidé d'envoyer une deuxième mission d'évaluation de l'UICN. Les deux missions supplémentaires ont eu lieu en août et en septembre 2000.

Le Bureau, à sa réunion de juillet, a statué sur les 20 dossiers présentés. Des informations supplémentaires ont été requises pour quatre dossiers et seront incorporées dans le rapport final au Comité. Le Groupe opérationnel de l'UICN s'est réuni en septembre 2000 pour évaluer les informations supplémentaires fournies par les États parties, puis le PAP a mis la dernière main aux rapports d'évaluation technique pour le Comité du patrimoine mondial. Ce rapport, en français et en anglais, a été terminé pour distribution aux membres du Comité, en octobre, par l'intermédiaire du Centre du patrimoine mondial. Des fiches techniques sur toutes les nouvelles propositions d'inscription seront mises à disposition par le WCMC à la réunion du Comité.

Conformément à la décision prise par le Bureau, à sa session spéciale d'octobre 2000, selon laquelle seuls les dossiers qui n'auraient pas été examinés par le Bureau en juin doivent être présentés à la réunion de novembre, l'UICN ne présentera qu'un seul dossier au Bureau, en novembre. Tous les autres dossiers seront présentés directement au Comité du patrimoine mondial.

10. RAPPORT SUR L'ÉTAT DE CONSERVATION DES BIENS NATURELS DU PATRIMOINE MONDIAL

Le 20 avril, l'UICN a remis, au Centre du patrimoine mondial, des rapports écrits sur l'état de 50 sites ainsi que des rapports sur 'le patrimoine mondial et les espèces envahissantes' et 'le patrimoine mondial et les activités minières'. Ces rapports ont été intégrés au rapport présenté par le Centre du patrimoine mondial à la réunion de juillet du Bureau. Le 1er octobre, l'UICN a soumis des rapports écrits sur l'état de 45 sites destinés à être intégrés au rapport que le Centre du patrimoine mondial soumettra à la réunion de novembre du Bureau. L'UICN a présenté des rapports oraux sur la plupart de ces sites à la réunion de juillet et fera également rapport à la réunion de novembre du Bureau. Le personnel de l'UICN et des membres de la CMAP ont participé à des missions d'experts pour aider à évaluer l'état de conservation des biens suivants:

1. Parc national de Kakadu, Australie (participation à l'inspection du site de Jabikula menée par l'ISP du CIUS);
2. Mt Emei, Chine;
3. Rio Platano, Honduras (mission prévue en octobre 2000);
4. Parc national de Komodo, Indonésie;
5. Parc national Huascarán, Pérou;
6. Paysage culturel de Sintra, Portugal (mission prévue pour novembre 2000);
7. Sanctuaire national des oiseaux du Djoudj, Sénégal;
8. Parc national de l'Ichkeul, Tunisie;

Durant leur travail (missions d'évaluation technique ou réunions), les membres du personnel de l'UICN et des Commissions ont participé à des visites de différents autres sites. Il ne s'agissait pas de missions officielles à l'invitation des États parties mais leurs conclusions ont souvent été versées aux rapports de l'UICN sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial. Ces visites ont été effectuées dans les sites suivants :

1. Lacs Plitvice, Croatie ;
2. Yakushima, Japon ;
3. Banc d'Arguin, Mauritanie ;
4. Parc national royal de Chitwan, Népal ;
5. Parc national de Tongariro, Nouvelle-Zélande ;
6. Sanctuaire de l'oryx d'Arabie, Oman ;
7. Parc national de Garajonay, Espagne ;
8. Baie de Ha Long, Viet Nam.

Parallèlement aux missions sur le terrain, les Comités nationaux pour l'UICN ont continué de participer activement au suivi. Le Comité australien pour l'UICN a réalisé deux rapports sur des biens du patrimoine mondial : *Wet Tropics of Queensland World Heritage Area: Condition, Management and Threats* (septembre); et *Shark Bay World Heritage Area: Condition, Management and Threats* (mars). Ces rapports sont le fruit de la collaboration

entre l'État partie, des ONG, le secteur privé et les communautés locales. L'UICN considère que cette approche mérite d'être adoptée par d'autres Comités nationaux pour l'UICN.

L'UICN a également participé à des séances d'établissement périodique de rapports dans la région Arabe et en Afrique (voir Section 3, ateliers techniques).

11. ATELIERS DE FORMATION ET ATELIERS TECHNIQUES

Des représentants de l'UICN ont assisté à plusieurs ateliers techniques et de formation, relatifs à la Convention du patrimoine mondial. L'UICN a également participé à l'organisation de deux réunions, en collaboration avec le centre du patrimoine mondial.

L'UICN a participé à cinq (5) ateliers de formation et à vingt-cinq (25) ateliers techniques relatifs au patrimoine mondial durant l'année:

MOIS	TITRE	LIEU	EXPERTS UICN
Ateliers de formation			
Mars	Atelier de formation sur la protection du patrimoine naturel	Niger	Masslatchi Mamane Sani
Mars	Atelier régional sur les propositions d'inscription de biens du patrimoine mondial	Mozambique	Humphrey Kishioh
Octobre	Troisième réunion régionale des gestionnaires du patrimoine mondial	Nouvelle-Zélande	Paul Greene
Septembre	Réunion des gestionnaires de sites fossilifères du patrimoine mondial, en Australie	Australie	Paul Dingwall
Novembre	Atelier sur le plateau des Guyanes	Guyana	Hervé Lethier
Ateliers techniques			
Février	Le tourisme responsable dans les biens du patrimoine mondial - état actuel et possibilités futures	France	Paul Eagles
Février	La nature et la diversité biologique comme patrimoine mondial: les conséquences pour les politiques nationales de conservation de la nature et de gestion des aires protégées en Asie de l'Est et du Sud-Est	Japon	Les Molloy David Sheppard
Février	Séminaire sur le patrimoine naturel de la région des Caraïbes	Suriname	Jim Thorsell
Mars	Paysages culturels: concept et application	Italie	Rolf Hogan
Mars	Réunion régionale des membres de l'UICN en Océanie	Australie	Wren Green
Mars	Atelier régional sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial	Liban	Alia Husseini

	dans les pays arabes		
Mars	Table ronde avec l'ICME (Conseil international des métaux et de l'environnement)	Royaume-Uni	Adrian Phillips Peter Shadie David Sheppard
Avril	Réunion internationale d'experts sur la révision des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial	Royaume-Uni	David Sheppard
Avril	Financement des biens du patrimoine mondial - le modèle des Galápagos	Suisse	David Sheppard Jim Thorsell
Avril	Réunion du Groupe d'étude international sur : le Programme d'action du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités d'information, le réseau du patrimoine naturel, l'éducation, la coopération et la formation (CONNECT)	France	Rolf Hogan Jeff McNeely
Avril	Réunion du Groupe de travail sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial	France	Rolf Hogan
Mai	Conférence internationale de Kagoshima sur le patrimoine mondial naturel	Japon	Les Molloy
Mai	Intégrité et authenticité dans le contexte africain	Zimbabwe	Eric Edroma
Mai	Coopération internationale Darién-Los Katios	Colombie	Heliodoro Sanchez
Mai	Europe: un patrimoine commun - le paysage culturel	Royaume-Uni	Roger Crofts Adrian Phillips
Juin	Réunion régionale d'experts sur les biens potentiels du patrimoine mondial naturel dans les Alpes	Autriche	Andrej Sovinc Jim Thorsell
Juin	Réunion de la CMAP sur l'Arctique	Groenland (Danemark)	Jeanne Pagnan Adrian Phillips
Juillet	Atelier sur la mise en œuvre de la loi sur le lac Baïkal	Fédération de Russie	Harald Plachter
Août	Réunion du Comité directeur de la CMAP en Asie de l'Est / séminaire CMAP sur les pâturages / la Mongolie et le patrimoine mondial	Mongolie	Les Molloy Peter Shadie

MOIS	TITRE	LIEU	EXPERTS UICN
Septembre	Réunion thématique régionale sur les paysages culturels en Amérique centrale	Costa Rica	Fausto Sarmiento
Septembre	Le patrimoine mondial et les activités minières	Suisse	Daniel Egli Georgina Peard Adrian Phillips Pedro Rosabal Peter Shadie David Sheppard
Septembre	Établissement périodique de rapports sur les sites africains inscrits sur la Liste du patrimoine mondial	Afrique du Sud	Eric Edroma
Octobre	Le rôle de la Liste du patrimoine mondial en péril pour la promotion de la coopération internationale en faveur de la conservation du patrimoine mondial naturel	Jordanie	Georgina Peard Pedro Rosabal David Sheppard
Octobre	Réunion en vue de réviser le projet de manuscrit sur les orientations de gestion pour les paysages culturels	Italie	Nora Mitchell
Octobre	Troisième réunion régionale des gestionnaires du patrimoine mondial	Nouvelle-Zélande	Paul Greene

L'UICN fait remarquer que, par rapport aux années précédentes, le nombre d'ateliers de formation et ateliers techniques auxquels elle a assisté a fortement augmenté. L'UICN a déjà assisté à 30 ateliers de formation et ateliers techniques (à comparer avec 12 pour la même période en 1999). Vu l'augmentation du nombre de dossiers d'inscription, l'UICN devra, à l'avenir, se montrer plus sélective dans le choix des ateliers auxquels elle assistera. L'UICN souhaiterait, à cet égard, que le Centre du patrimoine mondial l'aide davantage à établir les priorités.

4. RÉUNIONS STATUTAIRES

4.1 Participation aux groupes de révision

L'UICN a contribué, par écrit, au Groupe de travail sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et au Groupe d'étude sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial; elle a assisté à la *Réunion internationale d'experts sur la révision des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* et à une des réunions du *Groupe d'étude sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial*. L'UICN a considéré que les travaux du Groupe de travail sur la représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial n'étaient pas de sa compétence et n'est donc pas intervenue sur ce point.

4.2 Participation à la session spéciale du Bureau

L'UICN a préparé des commentaires approfondis sur les recommandations collectives de la Réunion internationale d'experts, du Groupe d'étude et des groupes de travail, qui ont été examinées à la session spéciale du Bureau en octobre ainsi que sur l'Évaluation de l'assistance internationale qui a été examinée à la même réunion. L'UICN a assisté à la session spéciale du Bureau.

5. ÉTUDES MONDIALES POUR LE PATRIMOINE NATUREL

L'UICN a poursuivi ses études mondiales de la couverture de biomes choisis dans le cadre du patrimoine mondial. Deux documents de travail, sur les thèmes «biodiversité» et «caractéristiques géologiques», préparés en coopération avec le WCMC, seront bientôt prêts. Un document d'ensemble intitulé « Towards a Strategy for World Heritage » sera également préparé.

6. ADMINISTRATION

L'UICN a participé à deux réunions des organes consultatifs du Centre du patrimoine mondial, en février et en septembre, à Paris. Le personnel professionnel de l'UICN à Gland a consacré beaucoup de temps aux travaux actuels et futurs de la Convention du patrimoine mondial, notamment deux séances du Groupe opérationnel de l'UICN sur le patrimoine mondial (avril et septembre). En outre, l'UICN a commenté environ 30 demandes d'assistance internationale, parmi lesquelles des demandes qui concernaient des biens mixtes et des paysages culturels.

7. PROJETS DE TERRAIN DANS LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

L'UICN s'occupe d'un certain nombre de projets dans les biens du patrimoine mondial, dont la valeur globale dépasse USD 1 million. La liaison avec les projets du WWF dans les biens naturels du patrimoine mondial a également été maintenue. L'UICN a collaboré étroitement avec le Centre du patrimoine mondial, en 2000, afin de mettre au point des propositions de financement pour un projet international visant à améliorer la gestion de biens naturels du patrimoine mondial. Ce projet a été approuvé par la Fondation des Nations Unies.

8. AVIS AUX ÉTATS PARTIES

Presque quotidiennement, l'UICN répond à des demandes d'information émanant d'États parties et d'organismes et groupes locaux sur différentes questions en rapport avec la Convention ou la gestion de sites. Les membres de la CMAP interviennent le plus possible pour fournir des avis techniques sur des questions relatives aux biens du patrimoine mondial.

Annexe A

Exécution par l'UICN des contrats confiés par l'UNESCO pour le patrimoine mondial

Termes des contrats	Résultats UICN	Commentaires
<p>1. <u>État de conservation</u></p> <p>1.1. Rapports écrits sur l'état de conservation de dix (10) biens naturels et mixtes au moins</p>	<p>Rapports écrits sur l'état de conservation de cinquante (50) biens naturels et mixtes et paysages culturels</p>	<p>La participation de membres de la CMAP et des Bureaux régionaux et nationaux de l'UICN a été un élément clé qui a permis d'assurer une grande efficacité sur ce point.</p>
<p>1.2. Entreprendre des missions de suivi. Le contrat de 2000 prévoyait sept (7) missions de suivi par l'UICN.</p>	<p>L'UICN a participé à huit (8) missions de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Australie (Kakadu) • Chine (Mt Emei) • Honduras (Rio Platano) • Indonésie (Komodo) • Pérou (Huascarán) • Portugal (Sintra) • Sénégal (Djoudj) • Tunisie (Ichkeul) <p>Le personnel de l'UICN et les membres de la Commission ont également participé à huit (8) visites dans les sites suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croatie (Plitvice) • Japon (Yakushima) • Mauritanie (Banc d'Arguin) • Népal (Chitwan) • Nouvelle-Zélande (Tongariro) • Oman (Oryx d'Arabie) • Espagne (Garajonay) • Viet Nam (baie de Ha Long) 	
<p>2. <u>Évaluation des propositions</u></p> <p>2.1. Évaluations écrites de tous les sites proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 2000</p>	<p>Vingt-trois (23) dossiers ont été évalués par l'UICN en 2000 et des évaluations écrites complètes sur tous les sites ont été fournies au Centre du patrimoine mondial.</p>	<p>Les activités ont été entreprises en faisant appel à toutes les ressources disponibles dans les vastes réseaux de l'UICN. Toutefois, les ressources ont été utilisées à l'extrême et l'UICN estime ne pas pouvoir évaluer régulièrement ce nombre de propositions sans ressources supplémentaires.</p>

Termes des contrats	Résultats UICN	Commentaires
<p>3. <u>Formation</u> 3.1. Participer à quatre (4) ateliers et séminaires de formation et de planification stratégique régionaux, nationaux et/ou concernant des sites particuliers.</p>	<p>L'UICN a participé à cinq (5) ateliers de formation qui ont eu lieu dans les pays suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Australie (gestionnaires des sites fossilifères) • Guyana (atelier sur le plateau des Guyanes) • Mozambique (atelier sur les propositions d'inscription de sites) • Nouvelle-Zélande (réunion régionale des gestionnaires) • Niger (atelier sur la protection du patrimoine mondial) 	<p>Outre cette participation, le personnel de l'UICN et les membres des réseaux ont présenté des exposés devant différents autres forums, internationaux et nationaux, relatifs au patrimoine mondial.</p>
<p>5. <u>Réunions d'experts</u> Assister à des réunions d'experts organisées par le Centre du patrimoine mondial ou en collaboration avec le Centre ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire aux évaluations de l'UICN et à la coordination pertinente des travaux avec le Centre du patrimoine mondial.</p>	<p>L'UICN a participé à vingt-cinq (25) réunions d'experts qui ont eu lieu dans les pays suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Australie (membres de l'UICN en Océanie) 2. Autriche (sites potentiels dans les Alpes) 3. Colombie (Coopération Darién-Los Katios) 4. Costa Rica (paysages culturels en Amérique centrale) 5. France (CONNECT) 6. France (tourisme dans les biens du patrimoine mondial) 7. France (représentativité de la Liste du patrimoine mondial) 8. Groenland (Danemark) (réunion de la CMAP sur l'Arctique) 9. Italie (paysages culturels) 10. Italie (Directives de gestion sur les paysages culturels) 11. Japon (le patrimoine mondial en Asie de l'Est et du Sud-Est) 12. Japon (Conférence de Kagoshima) 13. Jordanie (Liste du patrimoine en péril) 14. Liban (le patrimoine mondial dans les pays arabes) 15. Mongolie (séminaire CMAP pâturages /Asie de l'Est) 16. Nouvelle-Zélande (réunion régionale des gestionnaires) 17. Fédération de Russie (loi sur le lac Baïkal) 	<p>Le financement de l'UNESCO a permis la participation de l'UICN à six (6) réunions d'experts seulement.</p>

Termes des contrats	Résultats UICN	Commentaires
	18. Afrique du Sud (établissement périodique de rapports) 19. Suriname (patrimoine naturel dans la région des Caraïbes) 20. Suisse (financement des biens du patrimoine mondial) 21. Suisse (le patrimoine mondial et les activités minières) 22. Royaume-Uni (réunion avec l'ICME) 23. Royaume-Uni (révision des Orientations) 24. Royaume-Uni (paysages culturels) 25. Zimbabwe (intégrité et authenticité dans le contexte africain)	
6. <u>Études mondiales</u> 6.1 Entreprendre des activités stratégiques mondiales.	Des documents stratégiques mondiaux sur la biodiversité et les caractéristiques géologiques seront achevés et présentés à la réunion du Comité	

Rapport des activités entreprises dans le cadre de la Convention du Patrimoine mondial

Rapport intermédiaire, octobre 2000

A Introduction

A l'occasion de la réunion du Comité du Patrimoine mondial à Marrakech (Maroc) en novembre-décembre 1999, un montant de USD 535.000 a été alloué par le Comité à l'ICOMOS pour la réalisation de ses activités d'organe consultatif du Comité en matière de patrimoine culturel pour l'année 2000. Un contrat, No 700.525.0, a été signé par l'ICOMOS concernant ces activités.

B Evaluation des propositions d'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial

Au début du cycle 2000, l'ICOMOS a été appelé à évaluer soixante-dix biens proposés pour inscription, le nombre le plus élevé qu'il ait reçu depuis le début des inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial en 1978. Sur ces soixante-dix biens, cinquante propositions d'inscription concernaient de nouveaux biens culturels, dix-sept des biens qui avaient été différés ou renvoyés dans le passé et trois, l'extension de biens déjà inscrits. Quatre d'entre eux étaient des propositions d'inscription de biens mixtes (culturel-naturel). Elles émanaient de 42 Etats Parties à la Convention du Patrimoine mondial.

Des missions d'expertise ont été organisées pour tous les biens qui ont été adressés à l'ICOMOS en début d'année. Au total, 53 experts provenant de 34 pays auxquels se sont ajoutés le secrétariat de l'ICOMOS pour le patrimoine mondial et l'ICCROM ont été impliqués dans ces missions. Par ailleurs, l'ICOMOS a consulté ses Comités Scientifiques Internationaux, ses Comités Nationaux, TICCIH (The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage), ainsi que des experts individuels sur les valeurs culturelles des biens concernés.

Des évaluations écrites ont été préparées et examinées par la Commission du patrimoine mondial de l'ICOMOS lors d'une réunion de quatre jours à la fin du mois de mars. Les textes des évaluations, approuvés par la Commission et accompagnés de recommandations, ont été imprimés et mis à la disposition (en anglais et en français) du Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO afin qu'ils soient diffusés avant la réunion du Bureau du Comité du Patrimoine mondial en juin.

Une délégation de l'ICOMOS a assisté à la réunion du Bureau et les évaluations de l'ICOMOS ont été présentées au Bureau avec un support de diapositives. Cinq propositions d'inscription ont été retirées par les Etats parties respectifs avant cette réunion mais celles-ci avaient été complètement évaluées par l'ICOMOS. Le Bureau a recommandé l'inscription pour quarante-trois propositions d'inscription (mixtes, culturelles et extensions) et de ne pas inscrire deux biens. L'examen de quatre propositions d'inscription a été différé. Dans seize cas, les propositions d'inscription ont été renvoyées aux Etats parties en demandant des informations complémentaires.

Ces informations ont été fournies dans plusieurs cas et des évaluations révisées ont été préparées. Des volumes reliés qui rassemblent les évaluations révisées ont été produits (en anglais et en français) et mis à la disposition du Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO pour qu'ils soient distribués aux membres du Comité du Patrimoine mondial.

L'ICOMOS sera représenté à la réunion extraordinaire du Bureau ainsi qu'à la réunion du Comité à Cairns (Australie) à la fin du mois de novembre début décembre. A cette occasion, il fera de nouvelles présentations illustrées.

C Rapports sur l'état de conservation de biens du Patrimoine mondial

Au cours de l'année, l'ICOMOS a fourni des rapports sur l'état de conservation de 62 biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et dans plusieurs cas a envoyé des missions d'expertise sur les sites (plusieurs d'entre elles étaient des missions conjointes avec l'UNESCO ou l'UICN).

D Evaluation de demandes d'assistance technique

Au moment de la préparation de ce rapport, le Centre du Patrimoine mondial a soumis 57 demandes d'assistance technique à l'ICOMOS pour évaluation et commentaires.

L'ICOMOS a également aidé le Centre à identifier des experts pour plusieurs missions sur l'état de conservation de biens.

E Développement de la Convention

Au cours de l'année, l'ICOMOS a été ou sera représenté à plusieurs réunions relatives au développement de la Stratégie globale et à d'autres réunions relatives à la Convention. Il s'agit des réunions suivantes :

- Réunion ACCU sur la «Coopération régionale pour la protection du patrimoine culturel en Asie et dans le Pacifique», Nara (Japon), 29 février-3 mars 2000 ;
- Réunion ACCU sur les «Programmes de formation pour la protection du patrimoine culturel en Asie et dans le Pacifique», Nara (Japon), 3-6 mars 2000 ;
- Réunion pour «Les paysages culturels, concept et mise en œuvre», Catane (Italie), 8-12 mars 2000 ;
- Réunion pour l'Évaluation de l'assistance internationale dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial, Paris (France), 14 avril 2000 ;
- Réunion pour «La gestion de l'information des villes historiques», Rome (Italie), 8-9 mai 2000 ;
- Stratégie globale, Réunion d'experts sur le patrimoine culturel en Asie centrale, Turkménistan, 12-17 mai 2000 ;
- Réunion sur «Les notions d'authenticité et d'intégrité dans un contexte africain», Grand Zimbabwe (Zimbabwe), 26-29 mai 2000 ;
- Réunion internationale d'experts sur «Le suivi des villes du patrimoine mondial», La Valette (Malte), 21-24 mai 2000 ;
- Table ronde internationale des maires de villes fortifiées du patrimoine mondial, Suwon (République de Corée), 5-7 septembre 2000 ;
- Forum UNESCO, «Université et Patrimoine», Lima (Pérou), 6-9 septembre 2000 ;

- Symposium sur le thème «Relever le défi du patrimoine mondial : progrès dans les stratégies de gestion et de recherche pour les sites et les paysages culturels du patrimoine mondial», Lisbonne (Portugal), 15 septembre 2000 ;
- Conférence internationale sur «La mise en œuvre de la stratégie pour la Vieille ville de Vilnius : coopération, résultats et perspectives», Vilnius (Lituanie), 15-16 septembre 2000 ;
- Réunions sur «Les routes culturelles du sud-est de l'Europe», Sofia (Bulgarie), 16-17 septembre 2000 ;
- Atelier technique sur «Patrimoine mondial et exploitation minière», Gland (Suisse), 21-23 septembre 2000 ;
- Forum UNESCO, Byblos (Liban), 25-27 septembre 2000 ;
- Réunion thématique régionale sur «Les paysages culturels en Amérique centrale», San José (Costa Rica), 27-29 septembre 2000 ;
- Conférence « Plus de 2000 ans d'histoire de l'architecture », Bethléem, 16-19 octobre 2000 ;
- Conférence internationale sur le thème «Conservation : le patrimoine culturel comme fondement du développement de la civilisation », Cracovie (Pologne), 23-26 octobre 2000.

Par ailleurs, L'ICOMOS a pris une part active aux travaux des trois groupes de travail (Mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, Représentativité de la Liste du patrimoine mondial et Représentation équitable du Comité) et à la Réunion internationale d'experts pour la révision des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* (Canterbury - Royaume-Uni, 10-14 avril 2000). Il est également représenté à la réunion spéciale du Bureau du Comité du patrimoine mondial, Budapest (Hongrie), 2-4 octobre 2000.

Cette année, l'étude comparative sur le thème des Théâtres et amphithéâtres romains a été achevée et celles des Cimetières paléochrétiens dans les provinces romaines du Nord et des Châteaux forts en Europe de l'Est seront disponibles avant la réunion du Comité du patrimoine mondial en Australie (novembre-décembre).

L'étude portant sur les Villes historiques fortifiées en Europe centrale a commencé sous l'égide du Comité scientifique international de l'ICOMOS pour les Villes et Villages historiques. Le TICCIH travaille aux études sur les installations houillères historiques et les sites d'exploitation de minerais non-ferreux. L'organisation d'un atelier réunissant des experts pour l'étude des paysages culturels du Pacifique est envisagée pour novembre. Le travail de préparation de la grande étude comparative sur les paysages viticoles a débuté.

F Réunions administratives

L'ICOMOS a participé aux réunions des organes consultatifs (ICOMOS, UICN et ICCROM) avec le Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO qui se sont tenues à Paris le 21 février et le 4 septembre 2000. L'ICOMOS a également rencontré le personnel du Centre du patrimoine mondial pour étudier les dossiers de proposition d'inscription 2001 le 4 août et le 5 septembre.

ICOMOS, Paris
3 octobre 2000

Activités de l'ICOMOS en faveur de la Stratégie globale, 2000

Participation à des conférences, des ateliers, etc.

- Réunion ACCU sur la «Coopération régionale pour la protection du patrimoine culturel en Asie et dans le Pacifique», Nara (Japon), 29 février-3 mars 2000 ;
- Réunion ACCU sur les «Programmes de formation pour la protection du patrimoine culturel en Asie et dans le Pacifique», Nara (Japon), 3-6 mars 2000 ;
- Réunion pour «Les paysages culturels, concept et mise en œuvre», Catane (Italie), 8-12 mars 2000 ;
- Réunion internationale d'experts pour la révision des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, Canterbury (Royaume-Uni), 10-14 avril 2000 ;
- Réunion pour «La gestion de l'information des villes historiques», Rome (Italie), 8-9 mai 2000 ;
- Stratégie globale, Réunion d'experts sur le patrimoine culturel en Asie centrale, Turkménistan, 12-17 mai 2000 ;
- Réunion sur «Les notions d'authenticité et d'intégrité dans un contexte africain», Grand Zimbabwe (Zimbabwe), 26-29 mai 2000 ;
- Table ronde internationale des maires de villes fortifiées du patrimoine mondial, Suwon (République de Corée), 5-7 septembre 2000 ;
- Symposium sur le thème «Relever le défi du patrimoine mondial : progrès dans les stratégies de gestion et de recherche pour les sites et les paysages culturels du patrimoine mondial», Lisbonne (Portugal), 15 septembre 2000 ;
- Réunions sur «Les routes culturelles du sud-est de l'Europe», Sofia (Bulgarie), 16-17 septembre 2000 ;
- Atelier technique sur «Patrimoine mondial et exploitation minière», Gland (Suisse), 21-23 septembre 2000 ;
- Réunion thématique régionale sur «Les paysages culturels en Amérique centrale», San José (Costa Rica), 27-29 septembre 2000 ;
- Réunion du comité scientifique pour la Stratégie globale en Afrique, Paris, 29 septembre ;
- Réunion spéciale du Bureau du Comité du patrimoine mondial, Budapest (Hongrie), 2-4 octobre 2000.

Par ailleurs, l'ICOMOS a pris une part active aux travaux du Groupe d'étude sur la Mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et aux réunions du Groupe d'étude sur la Représentativité de la Liste du patrimoine mondial.

Etudes comparatives

- *Etudes qui seront achevées en 2000*

Théâtres et amphithéâtres romains (achevée) ;

Cimetières paléochrétiens dans les provinces romaines du Nord (l'étude sera achevée en novembre) ;

Châteaux forts en Europe de l'Est (l'étude sera achevée en novembre).

- *Etudes engagées en 2000*

Villes historiques fortifiées en Europe centrale (Comité scientifique international de l'ICOMOS pour les Villes et Villages historiques) ;

Installations houillères historiques (en collaboration avec TICCIH) ;

Sites d'exploitation de minerais non-ferreux (en collaboration avec TICCIH) ;

Paysages culturels dans la région du Pacifique ;

Sites sacrés en Afrique ;

Paysages viticoles.

Activités de l'ICOMOS en faveur de la Stratégie globale, 2001

Conférences, ateliers, etc.

Au cours de l'année 2001, l'ICOMOS organisera des ateliers de spécialistes qui porteront sur les thèmes suivants :

<i>Thème estimatif</i>	<i>Lieu</i>	<i>Coût (\$US)</i>
Premiers sites agricoles dans la région du Pacifique	Australie/Samoa	10 000
Paysages viticoles	France	10 000
Villes coloniales dans la région du Pacifique	A déterminer	12 000

Par ailleurs, comme par le passé, l'ICOMOS sera représenté dans d'autres réunions et ateliers consacrés à des aspects de la Stratégie globale et du développement intellectuel de la Convention du patrimoine mondial en 2001. La dépense globale ne dépassera pas les 40 000 \$US alloués sous ce budget en 2000.

Etudes comparatives

- *Etudes qui seront achevées en 2001*

- Villes historiques fortifiées en Europe centrale (Comité scientifique international de l'ICOMOS pour les Villes et Villages historiques) ;
- Installations houillères historiques (en collaboration avec TICCIH) ;
- Sites mégalithiques en Afrique de l'Ouest (de la Sénégambie à Djibouti) ;
- Sites sacrés en Afrique.

- *Etudes à engager ou à poursuivre en 2001*

- Monastères orthodoxes dans la région des Balkans ;
- Villes historiques en Afrique de l'Est ;
- Sites d'exploitation de minerais non-ferreux (en collaboration avec TICCIH) ;
- Filatures historiques (en collaboration avec TICCIH).

Aucune imputation sur 2001.

Rapport sur l'activité de l'ICCROM pour le Comité du Patrimoine Mondial 2000

Le soutien de l'ICCROM au Comité est assuré principalement par Herb Stovel (Coordinateur ICCROM pour le Patrimoine mondial), Joseph King (Vice-coordonateur pour le Patrimoine mondial), et Nobuko Inaba, sous la direction du Directeur Général de l'ICCROM, Dr. Nicholas Stanley-Price. Les cadres professionnels de l'ICCROM ayant une expérience des questions régionales et les membres du réseau ICCROM participent eux aussi activement au soutien de ces activités. Sans compter le soutien fourni à AFRICA 2009, le temps professionnel réservé par l'ICCROM au Comité équivaut à celui d'un cadre employé à temps plein. En 1999, le Comité a alloué à l'ICCROM 50.000 EU\$ pour les services professionnels rendus à la Convention, et 35.000 EU\$ pour couvrir les frais de transport et annexes.

L'ICCROM a collaboré avec le Comité du Patrimoine mondial à plusieurs occasions en 1999. Le bref sommaire ci-après donne un aperçu des principales activités engagées par l'ICCROM dans les différents secteurs. Le nombre des représentants de l'ICCROM qui ont participé aux réunions évoquées plus bas est indiqué entre parenthèses. Il est fait également mention des cas où l'ICCROM a fourni les dossiers préparatoires des réunions. Un rapport final détaillé sera présenté au Comité dès la conclusion des activités qui ont fait l'objet d'un financement en 1999.

1. Participation à plusieurs réunions statutaires et de programmation du Bureau et du Comité, et initiatives connexes, et préparation de tous les documents de base nécessaires

- Réunion organes consultatifs / Centre, Paris, février 2000 (2).
- Réunion de Canterbury sur les directives opérationnelles, avril 2000 (2).
 - Réunion préparatoire à la réunion de Canterbury à Paris, avril 2000 (2).
- "Taskforce" dirigée par Christina Cameron visant à améliorer la mise en œuvre de la Convention (2). Document de base sur l'aide internationale.
 - Participation à des réunions d'information à Marrakech (1), Canterbury, avril 2000 (2), et Paris, avril 2000 (1).
- Réunion de mise au point pour l'évaluation de l'aide internationale fournie par C3E, Paris, avril 2000 (1).
- Bureau du Patrimoine mondial, juin 2000. Présentation du Rapport sur l'état d'avancement de la stratégie globale de formation, document WHC-2000/CONF.202/INF.15. Personnes impliquées (3).
- Réunion organes consultatifs / Centre, Paris, septembre 2000 (2).
- Session spéciale du Bureau du patrimoine mondial à Budapest, octobre 2000.
 - Préparation des documents INF WHC-2000/CONF.202/INF.7(SPE), WHC-2000/CONF.202/INF.11(SPE). (2).

Une participation est également prévue aux :

- Réunions du Bureau et du Comité du Patrimoine mondial en Australie, novembre 2000. Préparation des documents de base de la stratégie globale de formation (4).

2. Participation à l'examen des requêtes d'assistance technique

- A la date du 8 octobre 2000, l'ICCROM avait été invité à examiner 14 requêtes d'assistance technique en 2000. Ces examens (qui impliquent la préparation de réponses d'une ou deux pages) ont été effectués par des membres du personnel de l'ICCROM informés sur les domaines faisant l'objet des projets, ainsi que par des partenaires de l'ICCROM et des membres du réseau, conformément aux critères adoptés par l'ICCROM en novembre 1998. D'après l'expérience passée, il y a lieu de s'attendre à ce que les Etats Parties présentent encore une vingtaine de requêtes à examiner d'ici la fin de l'année.

- 3. Participation à l'élaboration d'une stratégie globale de formation**
- En 2000, l'ICCROM a finalisé la Stratégie globale de formation pour le patrimoine culturel, conformément au mandat que lui avait imparti le Bureau du patrimoine mondial en 1994. Une présentation préliminaire a été faite au Bureau en juin 2000, et une présentation finale sera faite en novembre 2000 en Australie. Dans ce rapport, l'ICCROM a accompagné les initiatives régionales de stratégie de formation entreprises en Asie du sud-est, en Europe de l'est, en Amérique Latine et en Afrique, par des analyses régionales rigoureusement ciblées sur des régions que l'ICCROM n'avait pas examinées auparavant pour le compte du Comité.
 - Organisation d'une réunion de synthèse à Bangkok, Thaïlande, pour revoir la stratégie régionale de formation pour le sud-est asiatique mise en place par le consultant de l'ICCROM en vertu de fonds alloués à l'ICCROM en 1998 (25.000 EU\$). **15.000 EU\$ alloués par le Comité à l'ICCROM au titre du fonds fiduciaire du Japon.** La réunion a eu lieu les 27 et 28 février 2000 à Bangkok (2).
 - Organisation de la rencontre sur la stratégie de formation pour les villes historiques d'Amérique Latine. **15.700 EU\$ alloués par le Comité.** La rencontre aura lieu du 6 au 8 novembre 2000 à Quito, Ecuador (2). **Coûts directs supportés par l'ICCROM : 10.000 EU\$.**
- 4. Réalisation de missions d'assistance technique sur demande du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO**
- Au cours des années passées, l'ICCROM a généralement effectué un certain nombre de missions techniques sur demande du Centre ou du Comité du patrimoine mondial. Jusqu'au 8 octobre 2000, aucune demande d'effectuer des missions d'assistance technique en 2000 n'a été adressée à l'ICCROM par le Centre.
- 5. Gestion et coordination des projets de formation pour lesquels des fonds ont été alloués à l'ICCROM par le Comité du patrimoine mondial**
- Vérification de l'assistance à la formation dispensée par le Comité du patrimoine mondial. **5.000 EU\$ alloués par le Comité.** Tâche accomplie par un expert pour le compte de l'ICCROM, printemps/début de l'été 2000.
 - Organisation d'un atelier de formation sur la préparation préalable aux risques dans les Caraïbes. Coordination par un consultant de l'ICCROM. **31.800 EU\$ alloués par le Comité.** L'atelier aura lieu du 17 au 23 janvier 2000 à Saint-Domingue, République Dominicaine. (2). **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 12.400 EU\$.**
 - Organisation et tenue d'un cours de formation sur la conservation urbaine intégrée pour l'Asie du S/SE au Laos. (5). **39.125 EU\$ alloués par le Comité, réduits à 21.625 EU\$ suite au contrat signé avec le Centre du patrimoine mondial.** (US\$ 16,155 payés directement par le Centre via le Bureau hors-siège de l'UNESCO et le PNUD pour l'achat de billets d'avion et pour le per diem de 19 participants.) L'activité a été conduite en coopération avec le Centre du Patrimoine mondial à Luang Prabang, 7-11 février 2000. **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 13.700 EU\$.**
 - Poursuite des travaux sur le manuel de référence pour la surveillance des sites du patrimoine mondial avec actualisation périodique. Une réunion d'experts a été prévue à ce sujet à Malte en mai 2000. **16.000 EU\$ alloués à l'ICCROM par le Comité.** La réunion sur la surveillance des villes historiques et les indicateurs s'est tenue du 18 au 21 mai 2000 à La Valette. Le Gouvernement de Malte a versé une contribution d'environ 45.000 EU\$ pour la réalisation de l'initiative. **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 10.000 EU\$.**
- 6. Gestion de projets de partenariat avec le Centre du patrimoine mondial**
- Coordination et planification du programme AFRICA 2009, en coopération avec des partenaires (Centre du patrimoine mondial et CRATerre-EAG). **80.000 EU\$ alloués par le Comité.** Les principales activités réalisées en 2000 (cours régional pour 28 participants (langue française), Porto Novo, Bénin, 28 août-17 novembre 2000, et séminaire pour 21 participants (langue anglaise) sur la documentation et les inventaires à Livingstone,

Zambie, 9-15 octobre 2000) sont décrites séparément dans plus de détails. **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 45.000 EU\$ et deux fonctionnaires à temps plein (Joseph King, Marie-France Adolphe).**

- Outre les activités de formation régionales relevant du programme AFRICA 2009, les projets directement liés au patrimoine mondial réalisés sur les sites ont inclus :
 - Organisation d'un séminaire en Tanzanie, qui doit représenter le premier pas vers la constitution d'un dossier nomination pour le site de peintures rupestres de Kondoa Irangi. Une proposition de suivi relative à la préparation de la phase 2 du processus de nomination a fait partie des travaux de ce séminaire.
 - Achèvement d'un dossier nomination pour le site des Tombes Kasubi en Ouganda.
 - Poursuite des travaux visant la constitution d'un dossier nomination pour le site de James Island en Gambie, à compléter en 2001.
- Collaboration avec le Centre en vue de la production des "Guides de gestion pour les paysages culturels du Patrimoine mondial" (auteur : J. Lennon). **20.000 EU\$ alloués par le Comité (15.000\$ au Centre; 5.000\$ à l'ICCROM) pour la rédaction et la publication.** La publication est prévue fin 2001. **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 10.000 EU\$.** L'élaboration du projet comprend une réunion de mise au point sur le projet de manuscrit à Rome, 27 et 28 octobre 2000 (3). **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 1.000 EU\$.**

7. Collaboration avec les Etats Parties pour l'exécution des projets pour lesquels des fonds ont été alloués par le Comité du patrimoine mondial aux Etats Parties

- Coopération avec la Hongrie à la mise en place d'un atelier régional de formation sur la conservation urbaine intégrée en Hongrie, en juin 2000. **33.840 EU\$ alloués par le Comité du patrimoine mondial à la Hongrie.** L'activité s'est déroulée du 18 au 24 juin 2000, à Budapest et Noszvaj (2). **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 12.500 EU\$.**
- Coopération avec la Lettonie à l'organisation d'un séminaire sur "authenticité et reconstruction" à Riga, en Lettonie. **25.000 EU\$ alloués par le Comité du patrimoine mondial.** Réunion prévue du 23 - 25 octobre 2000 (2). **Coûts directs soutenus par l'ICCROM : 10.000 EU\$.**
- Coordination de et participation à l'atelier de formation sur la conservation préventive à Cuba, en septembre 2000 (2)
- Participation à la table ronde internationale des Maires des villes forteresses, tenue à Suwon, République de Corée, en septembre 2000 (1).
- Participation aux célébrations du 5ème anniversaire de l'inscription de Vilnius sur la liste du patrimoine mondial, Vilnius, Lituanie, septembre 2000 (1). **Coûts directs soutenus par l'ICCROM 6.000 EU\$.**

8. Implication dans l'analyse des questions et thèmes scientifiques relevant du Comité du patrimoine mondial

- Rencontre sur l'authenticité et l'intégrité dans un contexte africain, mai 2000.
 - Adhésion au comité scientifique, et participation aux réunions d'organisation en janvier et septembre 2000 (1).
 - Préparation des documents de base pour les trois réunions.
- Réunion d'experts (Sicile) sur "Les paysages culturels : concept et mise en pratique", Catane, Sicile, Italie. Mars 2000. (2). **Coûts directs soutenus par l'ICCROM 1.000 EU\$.**

9. Collaboration avec les Etats Parties dans l'intérêt des sites du patrimoine mondial.

- Coopération avec le Cambodge en matière de formation durant la première phase du projet de formation de Ta Nei, Angkor, novembre 1999 - mars 2000.
- Coopération avec l'Italie pour l'élaboration d'un projet pilote de gestion du paysage culturel concernant le site du patrimoine mondial des Cinque Terre. **Coûts directs soutenus par l'ICCROM 10.000 EU\$.**

Récapitulatif des financements alloués :

- Par le Comité à l'ICCROM pour la réalisation des projets demandés par le Comité, le Centre ou les Etats Parties \$ 110.125
- Par le Comité pour soutenir les services de l'ICCROM et frais de voyage annexes (à savoir 50.000 \$ pour les services et 35.000 \$ de frais de voyage) \$ 85.000
- Par l'ICCROM : dépenses directes pour les projets du Comité, du Centre ou des Etats Parties \$ 86.600

- N.B.** 1. Ces totaux ne comprennent ni AFRICA 2009, ni la couverture du temps de travail du personnel de l'ICCROM.
2. Ces totaux correspondent aux fonds alloués par le Comité, les dépenses réelles étant inférieures.